

Élections fédérales allemandes de 2021

Les positions et engagements des partis sur :

Le frein à la dette, la fiscalité et les impôts	<p>Strict respect du frein à la dette.</p> <p>Pas d'augmentation d'impôts ni d'introduction de nouveaux impôts (sur la fortune ou la succession).</p> <p>Réduction de la charge fiscale sur les petits et moyens revenus.</p>	<p>Utilisation des possibilités d'emprunts dans les limites autorisées.</p> <p>Rétablissement de l'impôt sur la fortune et réforme de l'impôt sur les successions.</p> <p>Plus de taxes sur les hauts revenus et baisse d'impôts pour les revenus moyens et faibles.</p>	<p>Réforme du frein à la dette en relevant les limites applicables aux nouveaux emprunts.</p> <p>Taxation des grandes fortunes (impôt sur les successions).</p>	<p>Strict respect du frein à la dette.</p> <p>Refus d'un impôt sur la fortune et d'un prélèvement sur le capital.</p> <p>Taux d'imposition maximal pour les revenus supérieurs à 90 000 euros.</p> <p>Réduction de la charge fiscale des employés et employeurs.</p>	<p>Suppression du frein à la dette.</p> <p>Impôt sur la fortune.</p> <p>Augmentation de l'impôt sur les sociétés à 25%.</p> <p>Augmentation des droits de succession pour les gros héritages.</p>	<p>Question du frein à la dette non détaillée.</p> <p>Abolition de l'impôt foncier, de la taxe sur le commerce et d'autres taxes sur la consommation.</p> <p>Abolition de l'impôt sur les successions.</p>
Les salaires et le revenu minimum	<p>Question du salaire minimum horaire non détaillée.</p> <p>Accélération de la sortie progressive de Hartz IV.</p> <p>Augmentation du salaire minimum de 450 euros à 550 euros par mois.</p>	<p>Augmentation du salaire minimum légal à 12 euros de l'heure et favorable à des augmentations futures.</p> <p>Facilitation de l'accès aux allocations chômage.</p>	<p>Augmentation du salaire minimum légal à 12 euros de l'heure.</p> <p>Abolition du système Hartz IV et remplacement par un revenu minimum garanti.</p>	<p>Question du salaire minimum horaire non détaillée.</p> <p>Préconisation d'un taux uniforme pour tous les adultes bénéficiaires de l'allocation de chômage.</p>	<p>Augmentation du salaire minimum légal à 13 euros de l'heure.</p> <p>Abolition du système Hartz IV et remplacement par une meilleure assurance chômage et un revenu minimum.</p>	<p>Question du salaire minimum horaire non détaillée.</p> <p>Durée des allocations de chômage en fonction de la durée de l'emploi précédent.</p> <p>Un « revenu de base actif » comme alternative à l'allocation chômage.</p>
L'âge de départ à la retraite et son financement	<p>Favorable à la pension de base.</p> <p>Engagement en faveur d'un système de retraite reposant sur trois piliers : l'assurance pension légale, la prévoyance professionnelle et la prévoyance privée.</p>	<p>Favorable au système actuel de financement solidaire.</p> <p>Renforcement de la pension légale d'un niveau de pension permanent d'au moins 48% du dernier revenu.</p> <p>Rejet d'un nouveau relèvement de l'âge légal de départ à la retraite.</p>	<p>Évolution progressive du système d'assurance pension vers un système d'assurance des citoyens.</p>	<p>Préconisation d'un âge de départ à la retraite plus flexible, sur la base du modèle suédois.</p> <p>Introduction d'une pension de base et renforcement de la prévoyance.</p> <p>Pour une liberté de choix maximale pour les indépendants en matière de prévoyance vieillesse.</p>	<p>Hausse du niveau des pensions et inclusion de tous les salariés dans le régime universel.</p> <p>Introduction d'une pension minimale de 1 200 euros.</p> <p>Contre l'âge de départ à 67 ans et son relèvement.</p> <p>Ajustement immédiat de la « valeur actuelle de la pension (Est) » au niveau Ouest.</p>	<p>Contre-financement des retraites par des coupes conséquentes dans les « politiques idéologiques » (par exemple dans la politique migratoire, climatique et européenne).</p> <p>Pour que chaque individu décide librement du moment de son départ à la retraite.</p>
L'égalité hommes-femmes	<p>Supprimer les écarts de salaires et de pensions entre les sexes.</p> <p>Mettre en place des mesures favorables à la famille dans les universités afin d'inciter les femmes à poursuivre des carrières scientifiques.</p>	<p>Atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la société d'ici 2030.</p> <p>Pour un nombre égal de femmes et d'hommes à la tête des entreprises et aux niveaux de gestion inférieurs.</p>	<p>Pour une loi sur la parité au niveau fédéral.</p> <p>Pour une stratégie d'égalité des sexes qui englobe tous les domaines de la vie et de la politique.</p>	<p>Pour un féminisme libéral qui s'appuie sur l'égalité juridique de tous les sexes.</p> <p>Pour une plus grande diversité dans les entreprises ainsi que dans le secteur public et pour que davantage de femmes occupent des postes de direction.</p>	<p>Pour une loi contraignante sur l'égalité de rémunération, y compris le droit d'intenter une action en justice.</p> <p>Pour un quota de 50% de femmes dans les postes de direction et une plus grande répartition des tâches et des postes de direction.</p>	<p>Contre l'introduction de « quotas de genre ».</p> <p>Refus d'un traitement prescrit par la loi comme moyen d'atteindre l'égalité.</p>
Le climat	<p>Respect des objectifs climatiques de Paris et des objectifs de la loi sur la protection du climat : la neutralité climatique de l'Allemagne d'ici 2045.</p> <p>D'ici 2030, réduction des émissions de gaz à effet de serre de 65 % par rapport à 1990, et de 88 % d'ici 2040.</p>	<p>Respect des objectifs climatiques de Paris et des objectifs de la loi sur la protection du climat : la neutralité climatique de l'Allemagne d'ici 2045.</p> <p>D'ici 2030, réduction des émissions de gaz à effet de serre de 65 % par rapport à 1990, et de 88 % d'ici 2040.</p> <p>Sortie progressive du charbon d'ici 2038.</p>	<p>Pour que l'Allemagne atteigne la neutralité carbone d'ici 2040, sur la base des objectifs climatiques de Paris.</p> <p>L'objectif climatique national pour 2030 devrait atteindre une réduction de 70 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990.</p> <p>Augmentation rapide du prix du CO2 dans le système national d'échange de quotas d'émission.</p> <p>Sortie progressive du charbon d'ici 2030.</p>	<p>Respect des objectifs de Paris en matière de climat et référence à la neutralité climatique de l'UE et de l'Allemagne d'ici 2050, comme promis dans l'Accord de Paris, ou à une date antérieure si cela est décidé au niveau de l'UE.</p>	<p>Vers une économie et une infrastructure sans CO2 d'ici 2035.</p> <p>Rejet de l'échange de droits d'émission comme instrument principal de la protection du climat.</p> <p>Préconise une sortie plus rapide du charbon d'ici 2030.</p>	<p>Rejette l'Accord de Paris sur le climat (considère que le climat en soi n'est pas « protégeable »).</p> <p>Rejet du plan de protection du climat 2050 et les mesures de décarbonation.</p> <p>Retrait de l'Allemagne de toutes les organisations de « protection du climat » et fin de tout soutien.</p> <p>Abolition de toute forme de taxation du CO2.</p> <p>Rejet du principe d'une sortie progressive du charbon.</p>